



ERRATUM

Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection

**CCT n° 171246/CO/109
du 08/12/2021**

Correction du texte français :

- Le 2ème alinéa de l'article 7 doit être modifié comme suit : « ..., un paiement aux employeurs concernés ~~la deuxième quinzaine~~ **la seconde moitié** du trimestre suivant. ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf

**CAO nr. 171246/CO/109
van 08/12/2021**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- Het 2de lid van artikel 7 moet als volgt verbeterd worden : « ..., un paiement aux employeurs concernés ~~la deuxième quinzaine~~ **la seconde moitié** du trimestre suivant.”.

Beslissing van

09 -09- 2022

CP 109

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 DECEMBRE 2021 CONCERNANT UN SUPPLEMENT EN CAS DE CHOMAGE TEMPORAIRE

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 2

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 8 décembre 2021 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 26 juin 2019 concernant un supplément en cas de chômage temporaire (numéro d'enregistrement 153299/CO/109).

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au président de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 3

La présente convention collective de travail est conclue par rapport à l'article 9 de la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel qui insère un nouveau paragraphe 8 à l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, qui prévoit un supplément de 2 euros par jour.

Article 4

§ 1

A partir du 1^{er} janvier 2012, comme défini à l'article 16 de la convention collective de travail du 19 mai 2011 contenant l'accord de paix sociale 2011 – 2012, les employeurs étaient tenus de verser un supplément de 3 euros par jour de chômage temporaire les 35 premiers jours de chômage temporaire d'une année civile et de 2 euros par jour les autres jours de chômage temporaire comme visé à l'article 51, § 8 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

A partir du 1^{er} janvier 2020, comme défini à l'article 5 de la convention collective de travail du 26 juin 2019 contenant l'accord de paix sociale 2019 – 2020, les employeurs sont tenus de payer les suppléments par jour de chômage temporaire suivants :

- 4 euros pour les 35 premiers jours de chômage temporaire d'une année civile
- 3 euros pour les 35 jours de chômage temporaire suivants de cette année civile
- 2 euros pour tous les autres jours de chômage temporaire de l'année civile, comme visé à l'article 51, § 8 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

A partir du 1^{er} janvier 2022, comme défini à l'article 7 de la convention collective de travail du 16 novembre 2021 contenant l'accord de paix sociale 2021 – 2022, les employeurs sont tenus de payer les suppléments par jour de chômage temporaire suivants :

- 5 euros pour les 35 premiers jours de chômage temporaire d'une année civile
- 4 euros pour les 35 jours de chômage temporaire suivants de cette année civile
- 2 euros pour tous les autres jours de chômage temporaire de l'année civile, comme visé à l'article 51, § 8 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 2

Ces suppléments doivent être versés directement aux ouvriers et ouvrières avec les décomptes de salaires ordinaires.

Article 5

A partir du 1^{er} janvier 2012, le Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection paye une intervention aux employeurs pour l'exécution de leurs obligations, visées à l'article 4 de la présente convention collective de travail.

A partir du 1^{er} janvier 2012, cette intervention du Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection se montait à 3 euros par jour pour les 35 premiers jours de chômage temporaire par année civile et à 2 euros pour les 10 jours suivants de chômage temporaire par année civile.

A partir du 1^{er} janvier 2015, cette intervention du Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection se montait à 3 euros par jour pour les 35 premiers jours de chômage temporaire par année civile et à 2 euros pour les 35 jours suivants de chômage temporaire par année civile.»

A partir du 1^{er} janvier 2020, cette intervention du Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection se monte par jour de chômage temporaire à :

- 4 euros pour les 35 premiers jours de chômage temporaire d'une année civile
- 3 euros pour les 35 jours de chômage temporaire suivants de cette année civile.

A partir du 1^{er} janvier 2022, cette intervention du Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection se monte par jour de chômage temporaire à :

- 5 euros pour les 35 premiers jours de chômage temporaire d'une année civile
- 4 euros pour les 35 jours de chômage temporaire suivants de cette année civile.

Article 6

A partir du 1^{er} janvier 2012, les dispositions des articles 4 et 5 remplacent l'allocation complémentaire de chômage visée dans la convention collective de travail du 29 juin 2011 fixant le montant de l'allocation sociale complémentaire.

Article 7

L'intervention, visée à l'article 5 ci-avant, sera octroyée par le Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection selon les modalités décrites ci-après :

Le Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection effectuera, sur base trimestrielle ONSS et pour autant que les données nécessaires soient disponibles, un paiement aux employeurs concernés la ~~deuxième quinzaine~~ du trimestre suivant. Le calcul du montant à payer s'effectuera sur base des données que le Fonds Social de Garantie reçoit de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale, après que les employeurs aient communiqué les données individuelles salariales et les données relatives au temps de travail par trimestre à la Sécurité sociale au moyen de la déclaration multifonctionnelle à la sécurité sociale obligatoire. A cet égard, le Fonds Social de Garantie ne prend en considération que les jours enregistrés et communiqués par la Banque Carrefour.

** seconde moitié*

Lors de chaque paiement, le Fonds Social de Garantie mettra à la disposition des employeurs par voie électronique une explication détaillée au sujet du calcul des interventions qui leur parviendront en application de l'article 5 de la présente convention collective de travail.

Afin de permettre le paiement des interventions, les employeurs doivent communiquer au préalable au Fonds Social de Garantie un numéro de compte bancaire sur lequel ils souhaitent que les interventions soient versées ainsi que l'adresse électronique sur laquelle ils désirent recevoir les informations détaillées ci-dessus.

A la fin de chaque année civile, le Fonds Social de Garantie fournit un décompte aux employeurs concernés.

Les employeurs peuvent ensuite éventuellement demander un rectificatif s'ils estiment que le montant des interventions du Fonds Social de Garantie au sujet de cette année civile ne correspond pas aux dispositions des articles 5 et 7 de la présente convention collective de travail.

Article 8

Le Conseil d'administration du Fonds Social de Garantie détermine les modalités administratives pour l'application de la présente convention collective de travail. Celles-ci sont communiquées par le Fonds Social de Garantie sur simple demande des employeurs concernés.

Article 9

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de la présente convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part sont remplacées par le procès-verbal de la réunion signé par le président et le secrétaire et approuvé par les membres.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 8 DECEMBER 2021 BETREFFENDE EEN SUPPLEMENT BIJ TIJDELIJKE WERKLOOSHEID

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeid(st)ers van de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor het Kleding- en Confectiebedrijf.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 8 december 2021 en is gesloten voor onbepaalde duur. Ze vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2019 betreffende een supplement bij tijdelijke werkloosheid (registratienummer 153299/CO/109).

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden, bij aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor het Kleding- en Confectiebedrijf.

Artikel 3

Deze cao wordt gesloten met betrekking tot artikel 9 van de wet van 12 april 2011 houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord, dat een nieuw § 8 invoert in artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, waarin is voorzien in een supplement van 2 euro per dag.

Artikel 4

§ 1

Met ingang van 1 januari 2012 waren, zoals bepaald in artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2011 houdende akkoord van sociale vrede 2011-2012 de werkgevers ertoe gehouden een supplement van 3 euro per dag tijdelijke werkloosheid te betalen voor de eerste 35 dagen tijdelijke werkloosheid van een kalenderjaar en dienen zij een supplement van 2 euro per dag te betalen voor alle overige dagen tijdelijke werkloosheid zoals bedoeld in artikel 51, § 8 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Met ingang van 1 januari 2020 zijn, zoals bepaald in artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2019 houdende akkoord van sociale vrede 2019-2020, de werkgevers ertoe gehouden volgende supplementen per dag tijdelijke werkloosheid te betalen:

- 4 euro voor de eerste 35 dagen tijdelijke werkloosheid van een kalenderjaar
- 3 euro voor de daarop volgende 35 dagen tijdelijke werkloosheid van het kalenderjaar
- 2 euro voor alle overige dagen tijdelijke werkloosheid van het kalenderjaar zoals bedoeld in artikel 51, § 8 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Met ingang van 1 januari 2022 zijn, zoals bepaald in artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 november 2021 houdende akkoord van sociale vrede 2021-2022, de werkgevers ertoe gehouden volgende supplementen per dag tijdelijke werkloosheid te betalen:

- 5 euro voor de eerste 35 dagen tijdelijke werkloosheid van een kalenderjaar
- 4 euro voor de daarop volgende 35 dagen tijdelijke werkloosheid van het kalenderjaar
- 2 euro voor alle overige dagen tijdelijke werkloosheid van het kalenderjaar zoals bedoeld in artikel 51, § 8 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 2

Deze supplementen dienen door de werkgevers rechtstreeks aan de arbeid(st)ers te worden uitbetaald samen met de gewone loonafrekeningen.

Artikel 5

Met ingang van 1 januari 2012 betaalt het Sociaal Waarborgfonds voor het Kleding- en confectiebedrijf een tussenkomst aan de werkgevers voor het uitvoeren van de verplichtingen van artikel 4 van deze cao.

Met ingang van 1 januari 2012 beliep deze tussenkomst vanwege het Sociaal Waarborgfonds voor het Kleding- en confectiebedrijf drie euro per dag voor de eerste 35 dagen tijdelijke werkloosheid per kalenderjaar en twee euro voor de daarop volgende 10 dagen tijdelijke werkloosheid per kalenderjaar.

Met ingang van 1 januari 2015 beliep deze tussenkomst vanwege het Sociaal Waarborgfonds voor het Kleding- en confectiebedrijf drie euro per dag voor de eerste 35 dagen tijdelijke werkloosheid per kalenderjaar en twee euro voor de daarop volgende 35 dagen tijdelijke werkloosheid per kalenderjaar.

Met ingang van 1 januari 2020 beliep deze tussenkomst vanwege het Sociaal Waarborgfonds voor het Kleding- en confectiebedrijf per dag tijdelijke werkloosheid:

- 4 euro voor de eerste 35 dagen tijdelijke werkloosheid van een kalenderjaar
- 3 euro voor de daarop volgende 35 dagen tijdelijke werkloosheid van het kalenderjaar.

Met ingang van 1 januari 2022 belooft deze tussenkomst vanwege het Sociaal Waarborgfonds voor het Kleding- en confectiebedrijf per dag tijdelijke werkloosheid:

- 5 euro voor de eerste 35 dagen tijdelijke werkloosheid van een kalenderjaar
- 4 euro voor de daarop volgende 35 dagen tijdelijke werkloosheid van het kalenderjaar.

Artikel 6

De bepalingen van artikel 4 en 5 vervangen met ingang van 1 januari 2012 de aanvullende werkloosheidsvergoeding, bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 2011 tot vaststelling van het bedrag van de aanvullende sociale toelage.

Artikel 7

De tussenkomst, bedoeld in artikel 5 hiervoor zal door het Sociaal Waarborgfonds voor het Kleding- en Confectiebedrijf worden toegekend volgens de hierna volgende modaliteiten.

Het Sociaal Waarborgfonds zal op RSZ-kwartaalbasis, in zoverre de nodige gegevens beschikbaar zijn, in de tweede helft van het daaropvolgende kwartaal een betaling verrichten aan de betrokken werkgevers. De berekening van het te betalen bedrag zal gebeuren op basis van de gegevens die het Sociaal Waarborgfonds ontvangt van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, nadat de werkgevers bij middel van de verplichte multifunctionele aangifte aan de sociale zekerheid de individuele loon- en arbeidstijdgegevens per kwartaal aan de Sociale Zekerheid hebben meegedeeld.

Hiertoe neemt het Sociaal Waarborgfonds enkel de dagen in aanmerking zoals die worden geregistreerd en die haar worden meegedeeld door de Kruispuntbank.

Het Sociaal Waarborgfonds zal bij elke betaling tevens op elektronische wijze aan de werkgevers een gedetailleerde toelichting ter beschikking stellen aangaande de berekening van de tussenkomsten die hen zullen toekomen in toepassing van artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Teneinde de betaling van de tussenkomsten mogelijk te maken dienen de werkgevers vooraf aan het Sociaal Waarborgfonds een bankrekeningnummer mede te delen waarop zij de tussenkomsten wensen te ontvangen, evenals het e-mail adres waarop zij de hoger bedoelde gedetailleerde toelichting wensen te zien toekomen.

Na afloop van elk kalenderjaar bezorgt het Sociaal Waarborgfonds een afrekening aan de betrokken werkgevers.

Vervolgens kunnen de werkgevers eventueel om een rechtzetting verzoeken indien zij van oordeel zijn dat het bedrag van de tussenkomsten vanwege het Sociaal Waarborgfonds over dat kalenderjaar niet strookt met de bepalingen van de artikelen 5 en 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 8

De raad van bestuur van het Sociaal Waarborgfonds bepaalt de administratieve modaliteiten voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst. Deze worden op eenvoudig verzoek van de betrokken werkgevers door het Sociaal Waarborgfonds meegedeeld.

Artikel 9

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.